

## Après la tuerie d'Orlando...

## Face aux agressions physiques et verbales, comment en finir avec l'homophobie ?

## L'urgence d'une législation explicite



**Line Chamberland**  
Titulaire de la chaire de recherche sur l'homophobie, université du Québec à Montréal (Uqam)

Pour mettre fin à la violence homophobe, il faut la dénoncer et, pour cela, la nommer en toutes lettres. Dire explicitement que le tueur a pris pour cible un espace de sociabilité LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et trans), prendre acte du fait que la majorité des victimes sont des gays latinos. Certes, il s'agit aussi d'un acte terroriste, d'un geste rendu encore plus meurtrier par la folle circulation des armes à feu aux États-Unis, mais on ne peut gommer son caractère homophobe sans dénier aux victimes le droit à une pleine compassion. On ne peut faire comme si le choix de la cible relevait du hasard ou se réduisait à un pur symbole d'un ordre social défendu par les uns, attaqué par les autres. Car ce lieu, le Pulse, n'existerait pas sans les personnes qui l'ont créé, qui le fréquentent, sans les efforts déployés pour en faire un lieu sécuritaire où s'amuser, en paix, entre soi et avec ses proches. L'opposition entre un universalisme qui demeure abstrait et une affirmation identitaire qui tend vers le repli sur soi est vaine. C'est à travers la découverte de nos différences (culturelles, linguistiques, sexuelles, etc.) que se construit la tolérance, l'ouverture à l'autre. Et cet apprentissage peut être favorisé de mille et une façons. Par rapport à Orlando, il est important de reconnaître à la fois la différence revendiquée – et célébrée ce soir-là au Pulse – et la commune humanité qui fait monter nos larmes devant une telle tragédie.

Pour dénoncer la violence homophobe, il faut apprendre à la reconnaître, dans ses formes extrêmes comme dans ses manifestations les plus subtiles. C'est ici que le vocabulaire nous complique la vie : comment mettre dans le même sac des actes dont la forme et le degré de gravité varient considérablement ? Pourtant, oui, il le faut : depuis l'injure homophobe (ou LGBT-phobe) jusqu'au gay bashing, en passant par les blagues juste-pour-rire et les quolibets prétendument anodins, tous ces gestes, tous ces mots participent d'un même phénomène de déni, de dévalorisation, de dénigrement des sexualités non hétérosexuelles, des identités qui en affirment publiquement l'existence, des personnes qui portent ces identités et de celles qui s'en solidarisent. Il ne s'agit pas de prétendre qu'un geste entraîne l'autre ou que l'auteur d'un propos homophobe cautionne tous les actes homophobes. Néanmoins, la succession d'incidents perçus comme mineurs dans la vie quotidienne, leur cumul, leur banalisation concourent à ce processus d'infériorisation et d'exclusion sociale des personnes qui dérogent à l'ordre sexuel. Et si la violence homophobe semble cibler les hommes plus que les femmes, ne nous leurrions pas ! En tant que femmes, les lesbiennes font l'objet d'une violence sexiste en amont et en conjonction avec la violence lesbophobe, les deux se conjuguant pour restreindre les possibles en dehors de la

« place » traditionnellement octroyée aux femmes, pour limiter les bris du carcan de la féminité hétéronormative. Et les personnes trans sont exposées à des risques élevés d'incompréhension, de rejet et de discrimination.

Que faire ? Nommer, documenter, raconter la violence LGTB-phobe, ses multiples expressions, ses impacts, que ce soit par la voie d'études scientifiques, de témoignages ou à travers des créations artistiques. Reconnaître les droits des personnes LGBT, interdire la discrimination à leur égard, ajouter l'orientation sexuelle et l'identité de genre comme motifs de crime haineux. Pourquoi une législation explicite ? Parce que, vu leur infériorisation sociale, les personnes LGBT ne comptent pas tout à fait autant que les autres victimes de discrimination ou d'un acte criminel, elles ne suscitent pas la même empathie, elles n'osent pas toujours porter plainte au grand jour. Outre la protection juridique qu'elle peut offrir, la législation est un outil qu'elles peuvent utiliser pour revendiquer le respect de leurs droits au quotidien, pour éduquer et sensibiliser les institutions, le grand public. Un travail qui sera long et qui doit être appuyé par l'octroi de ressources publiques. Bref, un principe de pleine égalité doit traverser l'ensemble des législations : les personnes non hétérosexuelles ne doivent pas être traitées différemment, que ce soit de manière directe ou indirecte. ●

## L'homophobie n'est pas un racisme comme les autres



**Sébastien Chauvin**  
Sociologue et maître de conférences à l'université d'Amsterdam

« place » traditionnellement octroyée aux femmes, pour limiter les bris du carcan de la féminité hétéronormative. Et les personnes trans sont exposées à des risques élevés d'incompréhension, de rejet et de discrimination.

« Certes, les violences homophobes sont les « décrets d'application » des lois symboliques et juridiques : c'est en les rapportant aux inégalités de droit et de légitimité entre sexualités, aux discriminations réellement existantes au sein d'un monde (encore) hétérosexiste, qu'on en restitue la logique sous-jacente et qu'on comprend un peu mieux pourquoi leurs auteurs se sentent autorisés à les commettre. Ainsi on évite le double piège de la pathologisation et de la culturalisation. La première interprète l'homophobie des dominants (nationaux, blancs) comme propre à tel ou tel individu et à son histoire personnelle, tandis que la seconde rapporte l'homophobie venant de groupes « altérisés » (migrants, minorités ethniques ou religieuses) aux seuls traits collectifs de leur culture d'appartenance.

celui du bon sens et du sentiment paresseux de leur propre normalité. Quand l'homophobie va de soi, elle n'a pas toujours besoin d'être violente. Mais lorsqu'elle doit être rappelée contre le nouveau sens commun démocratique, la violence réactive des tenants de l'ancien ordre peut se faire plus brutale. Il faut désormais aller manifester pour l'inégalité.

Il y a autant de types d'homophobie que d'aspects de l'homosexualité qu'il est possible de rejeter. Tantôt ce sera une homophobie aux accents transphobes, sanctionnant la présence de traits féminins chez les hommes et masculins chez les femmes. Tantôt il s'agira pour des hommes hétérosexuels de punir l'indisponibilité sexuelle des lesbiennes – simultanément sur-sexualisées dans l'inconscient patriarcal, qui n'en est jamais à une contradiction près. Tantôt encore elle visera les marques d'affection entre hommes, qui viennent troubler la franche camaraderie virile des espaces homosociaux – des lieux du pouvoir politique jusqu'aux équipes de sport en passant par les conseils d'administration. Et, lorsqu'un nouveau nationalisme « progressiste » non seulement inclut les homosexuel-le-s mais fait de l'égalité de genre et de la diversité sexuelle les symboles privilégiés de l'identité patriotique, s'en servant d'énième prétexte pour prétendre justifier des politiques migratoires restrictionnistes ou racistes, c'est la nation, voire la civilisation occidentale, que peut désormais viser, non sans écho, le massacre de masse homophobe dès lors affublé d'une dimension géopolitique qui, il y a quelques années encore, serait loin d'être allé de soi. Dans tous ces cas de figure, il n'y a pas besoin d'être homosexuel-le pour subir l'homophobie ou pour mourir sous ses balles : il suffit d'en avoir l'air, ou de fréquenter un lieu associé aux cultures LGBT.

Prôner la « tolérance » pour autre que soi suffira-t-il alors à en finir avec l'homophobie ? Si l'on peut en douter, c'est que l'homophobie n'est pas un racisme comme les autres. A la différence d'autres formes de rejet, explique Leo Bersani, l'homophobie est une réaction à une « possibilité interne ». Alors que « même le pire raciste ne pourrait craindre que les noirs aient le pouvoir séducteur de le rendre noir », l'homophobie est hantée par la peur du recrutement – de soi-même ou des « enfants ». Dans cette difficulté supplémentaire se trouve peut-être pourtant déjà la solution : reconnaître dans l'autre, même dans l'hostilité, une possibilité pour soi, c'est déjà avoir fait la moitié du chemin. ●

## Une nécessaire prise de conscience de tou(te)s

**Flora Bolter et Jean-Charles Colin**  
Coprésident-e-s du Centre LGBT Paris Île-de-France

Nous, personnes LGBT du monde entier, avons été visées et endeuillées. Nous avons exprimé partout où nous l'avons pu notre colère. Mais Orlando ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt : c'est tous les jours que les LGBT-phobies dans toute leur inextricable diversité (lesbophobie, gaiphobie, biphobie, transphobie) tuent. Elles



tuent dans les pays qui criminalisent l'homosexualité et la sanctionnent de mort, comme en Iran. Elles tuent dans les pays où les lesbiennes et les gais sont agressés dans l'impunité, comme en Ouganda. Elles tuent également avec une redoutable régularité les personnes trans, notamment au Brésil : en mars 2016, l'ONG Tgeu avait déjà dénombré 77 meurtres de personnes trans dans les 70 premiers jours de l'année. Mais les LGBT-phobies tuent aussi plus insidieusement en France et ailleurs : au taux de suicide quatre fois plus élevé parmi les personnes LGBT que dans le reste de la population, il faut ajouter les effets sur la santé et l'espérance de vie des autres comportements à risques et violences corrélés avec l'homophobie et la transphobie ordinaires. Au Centre LGBT Paris Île-de-France, c'est tous les jours que nous luttons contre les effets des LGBT-phobies : en proposant des permanences d'écoute et d'orientation gratuites et anonymes en matière sociale, psychologique, juridique, mais aussi de santé et d'emploi ; par les actions de différentes natures de notre centaine de bénévoles envers tous les publics, et par celle de nos 70 associations membres. Depuis plus de vingt ans que nous existons, nous avons acquis la conviction que la visibilité et le contact humain sont les ressorts essentiels sur lesquels nous pouvons compter pour faire reculer les haines et les exclusions : étant visibles, dans toute notre diversité, nous opposons aux stéréotypes et rumeurs nos complexes réalités humaines, et nous opposons à la marginalité honteuse dans laquelle voudraient nous enfermer les LGBT-phobies la sérénité de nos vies, ainsi que notre colère face aux atteintes à nos droits.

Mais on ne viendra pas à bout des LGBT-phobies et de la sinistre liste de ses victimes par la seule action des associations qui, comme la nôtre, travaillent à les faire reculer. C'est notre société tout entière qui doit voir ces LGBT-phobies pour ce qu'elles sont : un problème de santé

LE 12 JUIN DERNIER, L'ATTENTAT HOMOPHOBE AU PULSE, CLUB GAY D'ORLANDO EN FLORIDE, A FAIT AU MOINS 49 VICTIMES.

publique, une atteinte à l'égalité en dignité et en droits, et un scandale éthique par les discriminations qu'elles sous-tendent. Les LGBT-phobies ne sont, pas plus que le racisme ou le sexisme, de regrettables résidus d'un ordre du monde défunt, ou de malencontreux sous-produits d'un « ordre symbolique » qui tarde à se mettre à la page. Elles sont toujours bien présentes, elles se véhiculent tous les jours dans les blagues et ragots entre collègues de travail ; dans l'invisibilisation de nos couples et de nos familles dans les ouvrages pour la jeunesse, dans la

sourde obstination de nombreux ressorts à ne pas donner aux personnes trans un état civil conforme à leur vie sociale. Elles sont toujours dans la loi, avec l'inexplicable frilosité du législateur, pour qui la PMA ne pose pas de problème éthique à l'ouvrir aux couples de femmes ; avec ses incompréhensibles atterroissements pour accorder enfin aux personnes trans et intersexes une législation respectueuse de leur dignité.

Pour venir à bout des LGBT-phobies, il faut une prise de conscience de tous et toutes. Cette prise de conscience, elle devrait commencer par tous ceux et toutes celles qui disent le monde et font le droit, mais elle est précieuse d'où qu'elle vienne : une éducatrice qui saura dire stop au harcèlement d'un jeune, un fonctionnaire qui utilisera les bons pronoms pour les personnes qu'il reçoit, peuvent changer une journée ou une vie, simplement, même quand leurs mots sont maladroits. Dès lors que le respect est présent, le dialogue peut se nouer : chacun, chacune a la responsabilité – mais aussi le pouvoir – de changer la vie pour le mieux. ●

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR L'HUMANITÉ.FR

## Amertume et colère dans les associations

# Loi sur l'eau: un beau gâchis

Mardi 14 juin, les députés avaient rendez-vous avec l'histoire. La France allait-elle mettre enfin dans son droit fondamental le droit à l'eau et à l'assainissement, comme l'avait fait en juillet 2010 l'Assemblée générale de l'ONU ? Une proposition de loi (PPL) signée par des représentants de presque tous les groupes de l'Assemblée nationale venait en débat. Cela a été très bien présenté dans l'Humanité du 15 juin dernier. Présentée par son rapporteur, le député PS Michel Launay, et soutenue notamment par Marie-George Buffet, elle prévoyait une allocation préventive pour les familles dont le budget eau dépasse le seuil de 3 % des revenus, la reconnaissance effective du droit, la mise en place de points d'eau, de toilettes et de douches publiques gratuites selon des seuils de commune. Compte tenu de cela on pouvait s'attendre à un débat tranquille et positif. Il n'en a rien été. Malgré l'implication forte de Jean Launay, de

Marie-George Buffet et de Jean Glavany, qui sont intervenus à de nombreuses reprises, les associations présentes, fortement impliquées dans cette PPL, ont assisté à une foire d'empoigne, une obstruction délibérée de la part des députés « Les Républicains », c'est presque normal, mais aussi de députés de la majorité socialiste. À cela s'est ajoutée la forte pression du gouvernement

contre le financement de la mesure, mais sans jamais rien proposer. Barbara Pompili, toute nouvelle secrétaire d'État, s'est arc-boutée pour faire supprimer l'article essentiel, l'article 5. Elle aura réussi à rassembler dans ce sens la douzaine d'élus de droite présents et quelques élus socialistes. Par un petit vote secret, tout le sens de la proposition de loi s'écroulait. Il était minuit, Marie-



Joël Josso  
Secrétaire de la Coordination eau Île-de-France

George Buffet, en colère, préférerait quitter la séance. Nous aussi. Une nouvelle fois, le gouvernement et la majorité socialiste, après avoir suscité de l'espoir chez les associations de l'eau, se reniaient et engendraient amertume et colère. Que représentaient pourtant les 50 millions nécessaires à ce progrès par rapport aux 40 milliards de cadeaux aux entreprises du CICE ? Que représentait la proposition de taxer à hauteur d'un demi-centime le litre d'eau par rapport au coût de ces eaux en bouteille ? Il y avait là une mesure sociale et une mesure écologique à faire adopter. La France pouvait enfin être en pointe dans ces deux domaines. Le gouvernement et une majorité de députés ont tout gâché. La mobilisation des associations et des citoyens reste le seul recours. ●

position de taxer à hauteur d'un demi-centime le litre d'eau par rapport au coût de ces eaux en bouteille ? Il y avait là une mesure sociale et une mesure écologique à faire adopter. La France pouvait enfin être en pointe dans ces deux domaines. Le gouvernement et une majorité de députés ont tout gâché. La mobilisation des associations et des citoyens reste le seul recours. ●

LA CHRONIQUE ÉCONOMIQUE DE PIERRE-IVORRA



Pierre Ivorra

## Les « raffarinades » de l'Insee

Le ton des récentes prévisions de l'Insee concernant la croissance en France en 2016 est très élyséen. Certes, on constate une certaine reprise de l'activité (+1,6 %, contre +1,2 % en 2015) et de l'emploi, qui augmenterait de 210 000, ce qui permettrait une légère diminution du taux de chômage. Pour autant, on ne voit pas ce qui autorise les rédacteurs de la note à expliquer cette augmentation par la politique gouvernementale « d'allègement du coût du travail sur les bas salaires ». Le lien de cause à effet est tout sauf évident.

Loin des satisfecit élyséens, et de l'aveu même de l'Institut, le taux de chômage ne devrait baisser que de 0,4 point, à 9,8 %, en fin d'année, contre 10,2 % en début. Le léger regain de l'activité est, en outre, celui de la précarité. Fin 2015, 6,6 % des actifs occupés étaient en sous-emploi et, début 2016, le nombre de personnes dans une situation proche du chômage (ce que

« En vérité, cette légère reprise de la croissance est due à des facteurs externes. »

l'on appelle le halo du chômage) a augmenté de 39 000, par rapport à la fin 2015. Enfin, le chômage de longue durée poursuit sa progression.

Côté finances, on constate une envolée des sorties de capitaux sous forme d'investissements directs à l'étranger, qui s'élèvent à 33 milliards d'euros et ont plus que doublé depuis 2013. Les

achats d'actions, d'obligations étrangères par des résidents français ont mobilisé 38 milliards d'euros. La dette publique reste contrôlée aux deux tiers par des non-résidents.

En vérité, cette légère reprise de la croissance est en bonne partie due à des facteurs externes. Comme le souligne l'Institut, « le baril de pétrole reste, à la mi-2016, moitié moins cher qu'à la mi-2014 (...), ce qui stimule le pouvoir d'achat ». Ces prix bas de l'énergie amplifient les effets des aides gouvernementales massives au patronat, contribuant à redresser le niveau des profits des entreprises, qui devraient presque retrouver leur niveau d'avant la crise. S'ajoute à cela la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne, qui a permis une baisse historique des taux d'intérêt favorisant une relance des investissements des entreprises, principal facteur d'accélération de l'activité cette année.

Les prévisions de l'Insee semblent, en outre, sous-estimer les risques pesant sur la conjoncture internationale, la menace du Brexit en Europe, la fragilité de la croissance américaine, la stagnation de la croissance des grands pays émergents. Elles les évacuent par une pirouette : « Dans les grands pays émergents, est-il écrit, quelques signes d'amélioration apparaissent, même si le climat des affaires reste globalement déprimé. » C'est beau comme une raffarinade ! ●